

Distr.  
LIMITEE

TD/B/RBP/L.63  
22 octobre 1993

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT  
Groupe intergouvernemental d'experts  
des pratiques commerciales restrictives  
Douzième session  
Genève, 18 octobre 1993  
Points 3, 4 et 5 de l'ordre du jour

EXAMEN DE L'APPLICATION DE L'ENSEMBLE DE PRINCIPES ET DE REGLES  
EQUITABLES CONVENUS AU NIVEAU MULTILATERAL POUR LE CONTROLE DES  
PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES ET DE L'EXPERIENCE DECOULANT  
DE SA MISE EN OEUVRE

ACTIVITES RELATIVES A DES DISPOSITIONS PARTICULIERES DE L'ENSEMBLE

PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LES PRATIQUES COMMERCIALES RESTRICTIVES

Projet de conclusions du Groupe intergouvernemental d'experts

A sa douzième session, tenue du 18 au 22 octobre 1993, le Groupe intergouvernemental d'experts des pratiques commerciales restrictives est parvenu aux conclusions suivantes :

A. Point 4 a) - Etudes

- i) La version définitive de l'étude sur "La concentration de la puissance commerciale" (TD/B/RBP/80/Rev.2), telle qu'elle a été mise au point par le secrétariat, devrait être publiée;
- ii) Le secrétariat devrait réviser l'étude sur "Le rôle de la politique de la concurrence dans les réformes économiques dans les pays en développement et d'autres pays" (TD/B/RBP/96), compte tenu des observations formulées à la douzième session du Groupe et de celles que les Etats membres communiqueront avant le 31 janvier 1994.

B. Point 4 b) - Information et consultations

- i) La version définitive des listes figurant dans le document TD/B/RBP/78/Rev.2 devrait être mise au point par le secrétariat, compte tenu des observations formulées à la douzième session du Groupe et de toutes celles que les Etats membres communiqueront avant le 31 janvier 1994;
- ii) Un répertoire mis à jour des autorités chargées du contrôle des pratiques commerciales restrictives devrait être distribué bien avant la treizième session du Groupe intergouvernemental d'experts;
- iii) Le Groupe intergouvernemental d'experts se félicite des consultations et des échanges de vues qui ont eu lieu à la douzième session sur a) les mesures correctives appropriées en cas d'abus d'une position de force sur le marché; b) les critères d'évaluation des amendes en cas de violation des lois relatives à la concurrence; et c) la communication reçue concernant un "projet de code international antitrust" indépendant;
- iv) Les consultations tenues au titre de ce point de l'ordre du jour devraient se poursuivre aux prochaines sessions du Groupe intergouvernemental d'experts et les pays de toutes les régions devraient être invités à faire des exposés sur des sujets choisis par eux, en les faisant connaître au secrétariat suffisamment à l'avance pour permettre aux autres délégations intéressées par la question de se préparer à la discussion.

C. Point 4 c) - Loi(s) type(s) et Manuel

- i) Le secrétariat devrait poursuivre l'élaboration des commentaires de la loi type exposés dans le document TD/B/RBP/81/Rev.2, en tenant compte des observations formulées au cours de la douzième session et de celles que les Etats membres communiqueront avant le 31 janvier 1994. A cette fin, les Etats membres sont invités à présenter autant que possible des propositions de rédaction concrètes concernant les éléments à ajouter qui portent sur le traitement de questions particulières dans leur propre législation nationale relative à la concurrence;
- ii) Le secrétariat devrait continuer à compléter et à mettre à jour le Manuel des législations appliquées en matière de pratiques commerciales restrictives et les Etats membres qui n'auraient pas

encore communiqué la leur ou qui auraient adopté une législation nouvelle ou une loi modifiant la législation précédente sont invités à soumettre le texte de leurs lois relatives à la concurrence au secrétariat dans une (ou plusieurs) des langues officielles de la CNUCED, ainsi qu'un commentaire approprié de cette législation, en se conformant au mode de présentation exposé dans l'introduction du document TD/B/RBP/94.

D. Point 4 d) - Assistance technique

- i) Le Groupe intergouvernemental d'experts demande aux organismes intergouvernementaux et aux programmes de financement - ainsi qu'aux Etats membres, au moyen de contributions financières et autres volontaires - de fournir les ressources nécessaires aux activités mentionnées ci-dessous et d'informer le secrétariat de la CNUCED des programmes au titre desquels une assistance technique pourrait être apportée.
- ii) Prie le secrétariat de la CNUCED de continuer à fournir aux pays en développement et aux pays en transition, sur leur demande et dans la limite des ressources disponibles, une assistance technique, des conseils et des services de formation dans le domaine de la politique de la concurrence, et de lui rendre compte de ses activités afin de permettre au Groupe intergouvernemental d'experts d'évaluer celles-ci à sa treizième session;
- iii) Demande aux organismes intergouvernementaux de coordonner leurs activités et de coopérer dans le domaine de la politique de la concurrence en vue d'éviter les chevauchements inutiles et d'obtenir le maximum de résultats avec les ressources limitées actuelles.

E. Compte tenu de la spécificité des travaux du Groupe intergouvernemental d'experts et de son mandat, qui consiste notamment à réviser et à mettre à jour des documents assez longs revus périodiquement, le Groupe intergouvernemental d'experts prie le Secrétaire général de la CNUCED et les organes compétents d'apporter la souplesse nécessaire à l'application des règles relatives à la documentation afin de permettre au Groupe intergouvernemental d'experts de mener à bien ses tâches.

-----